

## «C'est immoral de reconstruire Gentilly-2»

Publié le 06 mai 2010 à 07h12 | Mis à jour le 06 mai 2010 à 07h13

**Président de la branche provinciale des Professionnels de la santé pour la survie mondiale, l'urgentologue Éric Notebaert estime que les gens qui militent en faveur de la reconstruction de la centrale nucléaire Gentilly-2, à Bécancour, «sont de vrais dinosaures au niveau de l'environnement».**



Le docteur Éric Notebaert  
Photo: Stéphane Lessard

«Pour moi, le seul élément qui milite en faveur de la reconstruction de Gentilly-2, c'est l'amitié entre le gouvernement et SNC-Lavalin et leurs petits copains. C'est immoral de reconstruire Gentilly-2», a-t-il déclaré en entrevue avec Le Nouvelliste, hier.

Le Dr Notebaert, qui est aussi professeur à la faculté de Médecine de l'Université de Montréal, a rencontré des représentants de la Direction de santé publique de la Mauricie, mardi, pour faire part de ses inquiétudes face au nucléaire et pour partager des informations sur les dangers que les centrales canadiennes, incluant celle du Québec, posent pour la santé publique.

Le médecin a fait part à la DSP régionale de méta-analyses qui mettent en évidence les effets des centrales nucléaires sur la santé

des populations voisines. Ces études, dit-il, portent sur des millions d'habitants.

«Il y a des choses très impressionnantes qui sortent de trois études dont je parle dans mes présentations et qui montrent très clairement des augmentations de leucémies chez les enfants, particulièrement les enfants en bas de 10 ans qui demeurent à moins de 15 km d'une centrale nucléaire, avec des incidences vraiment très élevées: 25 % plus de cancers, 25 % de mortalité par cancer», illustre-t-il.

Malgré ces chiffres, le Dr Notebaert raconte que la DSP régionale a une vision complètement opposée à la sienne et préfère s'en remettre aux directives de l'Institut national de santé publique du Québec.

«Je trouve hallucinant que la DSP semble campée sur ses positions. Je travaille sur un projet, à Montréal, sur les transports actifs en ville et la DSP de Montréal est très proactive. Elle a condamné le projet du ministère des Transports, elle appuie et nous donne beaucoup d'informations. Politiquement, ils sont impliqués. Ils ont des prises de positions qui sont à l'encontre du gouvernement. J'ai rencontré une autre DSP à Alma où je faisais une conférence sur les hôpitaux verts. Ils sont beaucoup plus ouverts, plus intéressés», raconte le médecin.

Le Dr Notebaert explique que la question des déchets radioactifs générés par l'exploitation d'une centrale comme Gentilly-2 demeure très grave.

«La demi-vie de l'uranium, c'est 710 millions d'années», rappelle-t-il (4,5 milliards d'années pour l'uranium 238 et 240 000 pour l'uranium 234 selon l'Association nucléaire canadienne). «Est-ce qu'on pense sérieusement qu'on va être capable d'enfouir, à quelques centaines de mètres dans des caissons de béton, des structures qui vont être extrêmement dangereuses pendant des millénaires? On parle de plus long que l'humanité, là», fait-il valoir. «C'est prétentieux de dire que ça va être étanche.»

«En ce moment, aux États-Unis, le seul site envisagé (pour l'enfouissement des déchets radioactifs) était Yucca Mountain, au Nevada. Il y tombe à peine un millimètre d'eau par année. Ils viennent de juger que c'est trop dangereux», signale le Dr Notebaert en rappelant que les conditions, dans le bouclier canadien, où l'on veut enfouir les déchets radioactifs du pays, sont encore pires.

Le président des Professionnels de la santé pour la survie mondiale affirme aussi qu'il n'est nullement besoin d'une centrale nucléaire et d'uranium pour répondre aux besoins de la médecine nucléaire. Il a été démontré qu'un cyclotron

arrive à générer les isotopes de technétium 99 et ce, à une fraction du coût.

Pour ce qui est des 800 emplois qui seraient perdus sans la reconstruction de Gentilly-2, Éric Notebaert signale qu'en «Ontario, ils ont décidé de ne pas reconstruire quatre réacteurs. Ce faisant, ils ont créé au minimum 20 000 emplois et ils pensent que ça va aller jusqu'à 50 000 emplois juste en poussant les énergies renouvelables», signale-t-il.